

courtoisie entre nations qu'il a poursuivis toute sa vie. Le Sommet de Paris aurait dû être l'occasion de célébrer sans réserve les nouvelles occasions qui s'offrent à nous ainsi que notre volonté commune de bâtir une nouvelle maison européenne commune et d'assurer la sécurité de Vladivostok à Vancouver, en passant par Vienne, comme l'a dit Édouard Chevardnadze. Il aurait dû être une célébration de la volonté croissante d'utiliser les Nations Unies, de la façon qu'il avait été prévu, pour donner la paix et une plus grande sécurité au monde.

Si une certaine retenue a marqué le Sommet, c'est que nous comprenions tous qu'une terrible violation de la confiance, de la loi et de l'ordre s'était produite qui posait un défi de taille à la communauté internationale. Les dirigeants réunis à Paris ont compris que, si nous voulons vraiment réaliser les nouveaux espoirs de paix mondiale que nous pouvons maintenant entrevoir, nous devons relever le défi que l'invasion du Koweït par l'Iraq représente nettement pour nous tous.

Ce défi touche à l'objectif fondamental que visent les intérêts et la diplomatie canadienne depuis plus de 50 ans : la création d'une organisation mondiale capable de prévenir ou de corriger la plus flagrante et la plus dangereuse des violations du droit international, soit la conquête par la force d'un autre pays et, dans ce cas-ci, une tentative pour anéantir un État membre des Nations Unies. Non content de violer le droit international, le gouvernement iraquien a menacé de recourir au terrorisme et aux armes chimiques, procédés dont il s'est déjà servi contre son propre peuple avec les terribles conséquences que l'on sait.

C'est le mal contre lequel les nations se sont toujours défendues. C'est à ce mal qu'il faut attribuer la course aux armements qui détourne souvent des ressources qui devraient aller aux pauvres du monde et qui empêche les peuples des pays en développement d'exercer leur droit de mener une vie décente.

Que ce mal ait affligé la région du monde la plus fortement armée et la plus instable ne fait qu'aggraver la situation.

Monsieur le Président, je reviens tout juste du Moyen-Orient. Le potentiel de mort et de destruction y est très réel. Les membres de cette Chambre ne devraient se faire aucune illusion quant au danger qui se pose ou à notre obligation de tenter de réduire ce danger. La plupart des voisins d'Israël sont toujours en état de guerre contre ce pays. Les Palestiniens, malgré l'Intafada et malgré leur